

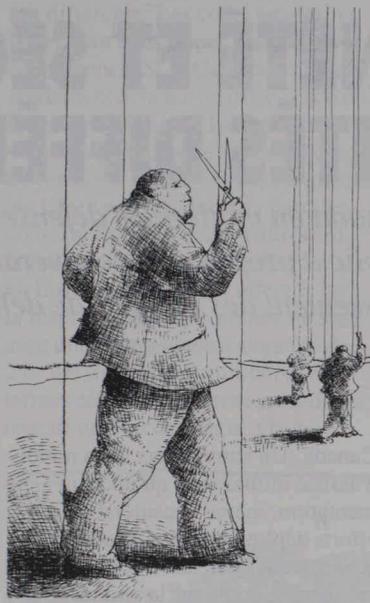
stratégique, la dissuasion, le traité interdisant la défense anti-balistique (ABM) de 1972 et les négociations sur le contrôle des armements. Le «modèle canadien» aurait eu la préférence de Bonn s'il s'était cru autorisé à se dégager de tout engagement pour le moment et à laisser libre cours à l'industrie allemande de rechercher des contrats du Pentagone.

Le gouvernement du chancelier Helmut Kohl a finalement endossé l'IDS au printemps 1985. De plus, les propositions soviétiques de démanteler des missiles à moyenne et à courte portée en Europe, ont été acceptées par les Américains, puis par l'Angleterre et la France après quelques hésitations, et enfin par la République fédérale après de longues hésitations et une querelle ouverte dans la coalition gouvernementale.

Cette dernière épreuve n'a fait que rendre plus animé encore le débat sur la sécurité en Allemagne.

Pour le ministre des Affaires extérieures, Hans-Dietrich Genscher, du parti libéral (FDP), la RFA ne peut se permettre de refuser cette occasion d'amorcer la réduction des armements. Cette politique s'inscrit d'ailleurs pour lui dans la continuité de la politique extérieure allemande et les propositions soviétiques ont de plus le mérite de répondre directement aux exigences exprimées par Bonn depuis la fin des années 70. Enfin, Genscher rappelle que la République fédérale ne peut pas s'isoler ni s'opposer à la volonté des deux superpuissances de modifier la situation militaire en Europe.

Les députés de l'Union chrétienne démocrate (CDU-CSU), ont fait front aux États-Unis pendant plusieurs semaines. Les arguments du ministre de la défense, Manfred Wörner (CDU), peuvent se résumer ainsi. La France et l'Angleterre peuvent se permettre d'être en faveur du «double zéro» car ils produisent eux-mêmes leur propre sécurité. Les Américains, pour leur part, ont un intérêt naturel à retirer toutes les armes à moyenne et à longue portée qui pourraient toucher l'URSS et qui risqueraient de les entraîner presque automatiquement dans une escalade incontrôlable en cas de guerre. Avec la double option zéro il ne subsisterait plus que les missiles d'une portée inférieure à 500 km. En d'autres termes, les responsables de la politique de sécurité de l'Union redoutent que les missiles à courte portée soviétiques qui resteront ne puissent frapper que la République fédérale et en feraient du même coup un des pays les plus menacés d'Europe occidentale. L'un des députés de la CDU, Volker Rühle, a exprimé en



Wojtek Gorczyński

ces termes cette perception de la situation: «Plus la portée des missiles est faible, plus les effets sont allemands».

Cette situation leur paraît d'autant plus inacceptable que la double option zéro ne liquidera que 3 pourcent des armes nucléaires des superpuissances stationnées en Europe occidentale. La majorité des armes nucléaires, qui se trouvent pour la plupart en République fédérale, seront destinées, à cause de leur portée «tactique», à exploser sur le sol allemand. Non seulement les superpuissances conservent pour le moment environ 50 000 têtes nucléaires dans leurs super-arsenaux, mais en éliminant les missiles à moyenne et à courte portée, de 500 à 5 500 km, ils liquident uniquement les systèmes qui grèvent le calcul stratégique d'un risque incalculable et facilitent ainsi la limitation ou le contrôle d'un conflit éventuel aux territoires européens à «protéger». Par rapport aux priorités politico-stratégiques, ce désarmement nucléaire laisse craindre le «découplage» nucléaire des États-Unis et la renonciation à la stratégie de dissuasion en Europe.

LES PARTISANS ALLEMANDS DES options zéro affirment que ces craintes ne se justifient absolument pas. Les Américains et leurs alliés garantissent toujours le «couplage» par leur présence physique et conservent encore 4 600 ogives en Europe avec les pièces d'artillerie, les fusées à faible portée, les avions bombardiers (F-111) et les sous-marins lanceurs de missiles de croisière nécessaires pour assurer la dissuasion.

Les hésitations du gouvernement devant les initiatives des superpuissances sur le contrôle des armements

ont coûté cher à l'Union lors des deux élections régionales tenues le 17 mai 1987 en Rhénanie-Palatinat et à Hambourg. Les reculs sensibles enregistrés par les conservateurs les ont contraints à admettre que les propositions de désarmement sont populaires auprès de la population allemande.

Après avoir rétabli la discipline chancelante du parti, le chancelier Kohl accepta la double option zéro en juin lors d'un débat sur cette question au *Bundestag*. Dans un texte adopté par le *Bundestag*, le gouvernement se prononce «pour une réduction nette et vérifiable en Europe de tous les systèmes nucléaires américains et soviétiques basés au sol et d'une portée de 0 à 1 000 km, en liaison avec l'établissement d'un équilibre conventionnel et avec la suppression planétaire des armes chimiques».

Lors de la crise des euromissiles à la fin des années 70 et au début des années 80 on a pu observer la montée du national-neutralisme sur la gauche. Le rapprochement de la gauche et de la droite sur le thème nationaliste pourrait poser de graves problèmes à l'OTAN et à la CEE s'il était appelé à prendre beaucoup d'ampleur dans l'avenir.

Le ministre président de Bavière et chef du CSU (l'aide droite du CDU en Bavière), Franz Josef Strauss, a été l'un des principaux participants dans le débat politico-historique d'importance qui agite l'Allemagne depuis juillet 1986. Pour lui, la responsabilité de la guerre et de l'holocauste n'a pas à être rappelée de façon obsessionnelle à la nouvelle génération. De plus, il prend ses distances par rapport à la politique de désarmement suivie jusqu'ici et se prononce pour l'exportation des armements en dehors des pays de l'OTAN.

IL EXISTE EN ALLEMAGNE FÉDÉRALE le sentiment, assez répandu dans les différents partis politiques, que les structures de l'Alliance sont dépassées. La nouvelle génération de politiciens ne s'accommode pas aussi bien que leurs aînés des impératifs traditionnels de modération en politique extérieure et des invocations constantes du poids du passé. Pour Strauss comme pour plusieurs Allemands, on croit que le «découplage» ne sera qu'une question de temps et qu'il n'est pas impossible que les Américains retirent un jour une partie de leurs troupes de l'Europe. Le débat sur la double option zéro a accru la distance entre Allemands et Américains. Comme le soulignait la

journaliste américaine Elizabeth Pond dans l'hebdomadaire *Die Zeit* du 26 juin 1987, «une légende potentiellement très dangereuse est en train de se constituer: celle qui voudrait que les Allemands ont été abandonnés à leur sort. Et rien n'est fait pour étouffer cette légende dans l'oeuf».

Ce sentiment d'avoir été «trahi et vendu» par ses alliés accentue chez plusieurs le repli sur la nation. Les verts et certains éléments du SPD discutent de la meilleure façon d'éloigner la RFA des rivalités provoquées par la politique de force entre l'Est et l'Ouest. C'est dans ce contexte que l'on voit ressurgir, chez les leaders du SPD, l'expression «Europe centrale».

Dans le camp conservateur, le chancelier Kohl exploite une renaissance du sentiment national allemand: ses discours traitent de l'unité, de l'identité allemande et du patriotisme.

Selon des sondages récents, deux-tiers des Allemands souhaitent la réunification, mais seulement 8 pourcent croient que ceci se réalisera d'ici dix ans. Non seulement les Allemands reculeraient présentement devant une telle éventualité, mais l'URSS ne voudrait pas se départir de son allié le plus solide en Europe, la République démocratique allemande. Pour les Occidentaux, la République fédérale demeure l'allié le plus important en Europe et le pivot de l'équilibre stratégique entre les deux blocs. Quoiqu'en rêvent les partisans du national-neutralisme, dans un monde essentiellement bipolaire, l'Allemagne ne peut opter qu'entre l'Est ou l'Ouest.

La politique étrangère joue un rôle déterminant pour les Allemands; il est important que ses alliés occidentaux comprennent cette sensibilité. D'autre part, il faut aussi que les Allemands se rappellent que la sécurité et la liberté de leur pays dépendent de son inclusion avec l'Occident. □

Pour en savoir plus

Y. Boyer, A. Brigot, R. Fritsch-Bournazel et J. Klein. *Sécurité et défense de l'Europe: le dossier allemand*. Paris, Fondation pour les études de défense nationale, Coll. «Les sept épées», no.36, 1985.

F.-G. Dreyfus. *Les Allemands entre l'Est et l'Ouest*. Paris, Albatros, 1987.

K. Kaiser et P. Lellouche (éd.) *Le couple franco-allemand et la défense de l'Europe*. Paris, Institut français des relations internationales, 1986.

P. Létourneau. «Les Allemagnes et la division Est-Ouest: une ambivalence politique», *Études Internationales*, septembre 1985.